

Voici ce que disent [Louis GILLE](#), [Alphonse OOMS](#) et [Paul DELANDSHEERE](#) dans ***Cinquante mois d'occupation allemande*** (Volume 4 : 1918) du

VENDREDI 11 OCTOBRE 1918

L'effarement causé par la grande nouvelle que la délivrance n'est plus qu'une question de jours n'a pas cessé. Chez beaucoup, l'exaltation est voisine du délire, et l'on amène dans les bureaux de police des hommes devenus subitement fous en rue. Pourtant, du côté allemand, rien n'est encore officiellement annoncé. Mais il y a dans la population un désir incompressible de devancer les événements. A Schaerbeek, M. Van Camp, conseiller communal, arbore dès ce matin, le drapeau national. Son exemple est suivi par plusieurs, dans les rues De Locht, Verboekhaeven et de la Consolation ; la « *polizei* » intervient immédiatement, et M. Van Camp est arrêté.

A Laeken, également, on a arboré ce matin de bonne heure dans plusieurs rues ; de même à Saint Gilles ; partout la police allemande a fait retirer les drapeaux avec des manières douces qui ont surpris. On a pu voir, place Frère-Orban, ce spectacle : deux gamins plantés devant le porche de l'hôtel occupé par son Excellence le gouverneur général y chantant *la Marseillaise*, tandis que les deux sentinelles gardant le porche se contentent de sourire !

Si Bruxelles, en s'éveillant, a déjà aperçu çà et là nos trois couleurs, il constate aussi avec joie qu'il n'y a plus un drapeau allemand nulle part, pas même aux balcons des hôtels occupés par le gouvernement général, rue de la Loi. L'enlèvement a dû se faire cette nuit.

On sait aussi que des notables de la colonie allemande établis ici avant la guerre déjà ont été confidentiellement prévenus du prochain départ du gouvernement général et invités à prendre des dispositions en conséquence. Un de ces Allemands, qui vit à Bruxelles depuis trente ans, est venu trouver un de mes amis pour lui offrir, jusqu'à des temps moins troublés, la libre disposition de son hôtel et des provisions qu'il contient, 15.000 kilogs de charbon et 1.000 kilogs de pommes de terre.

« La prudence nous commande de nous retirer pour quelque temps – a-t-il dit – ; plus tard, on verra la tournure des événements ».

Ce cas, à ce qu'on m'assure, est loin d'être isolé. Plusieurs médecins belges ont été priés par des Allemands âgés et malades de leur délivrer des certificats attestant qu'ils sont dans l'impossibilité de se déplacer.

Malgré l'absence de toute communication officielle au sujet d'une éventuelle évacuation du territoire, plusieurs indications concordantes laissent supposer que cette opération est prochaine, sinon en cours. Des séquestres de

banques ont annoncé leur départ. Les fonctionnaires de l'administration activiste wallonne de Namur ont été licenciés, avec paiement de trois mois d'appointements à titre d'indemnité, par le gouverneur civil Haniel, qui leur a dit :

« Les affaires n'ont point fini comme nous l'avions espéré. Si vous voulez venir en Allemagne, libre à vous ... »

Un bon billet qu'on leur donne là! Et cependant ils devront le prendre s'ils veulent échapper à la colère populaire !